

Questions orales

prendre, et nous espérons arrêter cet individu et l'extraire pour qu'il subisse son procès au Canada.

Mme Dawn Black (New Westminster—Burnaby): Monsieur le Président, je suis fort aise de savoir qu'on pourra l'extraire, si on peut le retrouver.

La ministre a-t-elle un plan pour le trouver, s'il est toujours aux Philippines, bien sûr? Comment fera-t-elle? Quels moyens peut-elle prendre pour le ramener au Canada pour lui faire subir son procès sous les chefs d'accusation d'agression sexuelle contre des enfants?

L'hon. Kim Campbell (ministre de la Justice et procureure générale du Canada): Monsieur le Président, j'ai signalé que nous avons fermement l'intention de continuer la procédure d'extradition et à cette fin, nous pouvons compter sur l'entière coopération des autorités philippines.

* * *

[Français]

LES FORÊTS

M. Guy Saint-Julien (Abitibi): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Forêts. Est-il vrai que le ministre québécois des Forêts a décidé, unilatéralement, de priver les producteurs forestiers de l'est du Québec d'une partie des semis nécessaires pour le reboisement privé de la forêt, sous prétexte qu'ils reçoivent des fonds fédéraux provenant du plan de l'est québécois?

[Traduction]

L'hon. Frank Oberle (ministre des Forêts): Monsieur le Président, je ne peux ni confirmer ni infirmer aucun des reportages que nous avons entendus aux nouvelles pendant les quelques dernières heures. Je serais très déçu, compte tenu particulièrement des discussions très productives et très cordiales que j'ai eues avec le ministre des Forêts de la province de Québec, s'il a pris des mesures précipitamment, car cela rendra la vie plus difficile qu'elle ne l'est déjà pour les propriétaires de terres à bois privées, surtout à cette période-ci de la saison de plantation.

* * *

[Français]

LA JURIDICTION DU QUÉBEC EN MATIÈRE
D'ÉDUCATION

L'hon. Lucien Bouchard (Lac-Saint-Jean): Monsieur le Président, le gouvernement a annoncé dans le discours du Trône une invasion fédérale sans précédent dans le

domaine de l'éducation et de la formation. Et en cette Chambre même, seuls les députés du Bloc québécois se sont levés pour dénoncer une telle ingérence. Mais, aujourd'hui même, il y quelques heures seulement, à l'Assemblée nationale du Québec, les députés libéraux et péquistes ont tous voté, à la quasi-unanimité, une motion pour dénoncer l'ingérence du gouvernement fédéral dans le domaine sacré de l'éducation à compétence provinciale. Ma question est la suivante et elle s'adresse au ministre de l'Emploi et de l'Immigration.

Face à cette prise de position, et du gouvernement du Québec et de l'Assemblée nationale du Québec, est-ce que le gouvernement va enfin retirer son projet et accepter de respecter, et la Constitution du Canada et la volonté politique, presque unanime, de l'Assemblée nationale du Québec?

L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, il n'y a absolument aucune tentative, mais absolument aucune intention de la part du gouvernement fédéral de s'ingérer dans une juridiction provinciale comme l'éducation. D'ailleurs, si le député voulait être juste envers le discours du Trône, il se rappellera que le discours du Trône reconnaît pleinement et carrément la juridiction des provinces. Et si le député du Bloc québécois veut nier aux Canadiens, veut nier aux Québécois et aux Québécoises d'avoir un dialogue sur la nécessité pour le Canada de développer une culture du savoir, eh bien, je dis tout simplement que les Canadiens et les Canadiennes ont besoin de plus que de l'éducation dans des bâtisses de briques; ils ont besoin de développer une culture du savoir au pays. Et c'est ce qu'on veut faire nationalement, inviter à en discuter.

* * *

LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL DU QUÉBEC

L'hon. Lucien Bouchard (Lac-Saint-Jean): Monsieur le Président, les masques tombent. À l'instant où ce gouvernement promet au Québec de renouveler en profondeur le fédéralisme dans le sens des aspirations du Québec, c'est le moment qu'il choisit pour envahir, sans précédent, par une offensive inusitée, que jamais Pierre Elliott Trudeau lui-même n'aurait osé tenter, des champs tels la santé, l'éducation, le développement régional, monsieur le Président. Je pose la question au ministre du Québec, responsable du développement régional. Je demande à ce ministre, qui sait très bien que le gouvernement du Québec a toujours réclamé d'être le maître d'oeuvre de son développement régional, je lui demande, à lui qui s'est déjà vanté d'avoir voté oui au référendum de mai 1980, je lui demande de nous dire pourquoi